

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2026 ENTRE L'ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE ET LA VILLE DE BRON

Entre

La Commune de Bron, sise Hôtel de Ville, Place de Weingarten - CS N° 30012, 69671 BRON Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Jérémie BRÉAUD, habilité par délibération n° du 11 décembre 2025, et désignée sous le terme « la Ville de Bron », d'une part,

Et

L'Association Sport dans la Ville (SDLV), SIRET n° 421 156 803 00031 – association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 15 quai de la Gare d'Eau, 69009 LYON, représentée par monsieur Nicolas ESCHERMANN, dûment mandaté et désigné sous le terme « l'Association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'association Sport dans la Ville a pour objet de participer au développement de projets d'insertion à caractère social et professionnel, en favorisant notamment la mise en place de centres sportifs et de tous programmes sportifs, éducatifs et d'accompagnement vers l'emploi, pour venir en aide à des jeunes en difficulté.

L'association Sport dans la Ville sollicite une subvention pour ses projets d'animations à caractère sportif, de loisir, et de sensibilisation au monde professionnel à destination des jeunes brondillants en difficultés, en particulier ceux issus des quartiers Politique de la Ville de Parilly et Terraillon.

Les projets sportifs, éducatifs et d'accompagnements vers l'emploi, développés par l'association Sport dans la Ville s'inscrivent dans les objectifs de la convention locale d'application du Contrat de Ville de la Ville de Bron, notamment en matière d'accès à l'emploi, du développement de la pratique sportive, de la citoyenneté.

Considérant que ce projet s'inscrit dans la politique publique 2026 de la Ville de Bron et qu'il est d'intérêt général de le soutenir.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

La présente convention a pour objet d'une part de présenter le projet subventionné, et d'autre part de fixer les règles d'utilisation de la subvention municipale attribuée.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le projet suivant.

Elle met en œuvre des projets d'animation sportive et de sensibilisation des jeunes des quartiers Politiques de la Ville de Parilly et Terraillon.

Les animations sportives et de loisirs

L'Association Sport dans la Ville propose la mise en place d'animations sportives et de loisirs qui vise à :

- proposer des séances sportives gratuites, mixtes, sur les quartiers de Parilly et de Terraillon, les mercredis et les samedis, à destination d'enfants et de jeunes de 6 à 20 ans (sports supports : football, danse, boxe, tennis) ;
- proposer en partenariat avec la Ville une séance mixte de boxe les vendredis soir au Gymnase A. Muguet ;
- favoriser l'accès au sport des filles en développant des séances dédiées de football (2 séances de Hip-Hop et tennis les samedis après-midi à Terraillon) et une de Tennis à Parilly. Ces séances permettent de capter le public féminin en QPV tout en étant attentif à leur intégration dans les autres séances mixtes (programme L dans la Ville) ;
- proposer aux jeunes et prioritaires à ceux dont le comportement est le plus exemplaire un volet « Découverte » qui comporte des sorties, des tournois /rencontres interquartiers, des camps de vacances (2 camps en hiver et 2 en été), des séjours internationaux.

Les animations sont encadrées par une équipe de 3 éducateurs, coordonnées par un Responsable Territorial Sportif, salarié permanent de l'Association Sport dans la Ville.

Le programme Job dans la Ville

Le programme Job dans la Ville proposé par l'association Sport dans la Ville :

- un accompagnement et un suivi individualisé par un Responsable Insertion, pour aider les jeunes à définir leur projet professionnel et les guider dans leur parcours de formation et d'insertion professionnelle (définition du projet, rédaction des CV et lettres de motivation, etc.) ;
- de les aider à définir un projet professionnel en leur faisant découvrir le monde professionnel à travers deux dispositifs - le parrainage, et les visites d'entreprises ;
- des missions pour permettre aux jeunes de s'insérer sereinement et durablement sur le marché de l'emploi par l'acquisition d'une expérience professionnelle - stage, alternance, mission d'intérim, mission en CDD ou CDI en France et à l'étranger.
- Cette action est coordonnée par un Responsable Insertion.

L'association propose la mise en place d'un nouveau programme d'accompagnement à la scolarité « Réussite dans la Ville » en développant des actions complémentaires à l'existant (de la 6^{ème} au Lycée) et des stages Amasco (au moins 2 stages /an) avec une attention particulière pour les jeunes suivis dans le cadre du PRE.

Pour garantir la cohérence de ses interventions sur le territoire, l'Association Sport dans la Ville participe et s'implique dans le partenariat local.

La Ville de Bron contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Le budget prévisionnel du projet rattaché à la demande de subvention est le suivant (Annexe 1).

ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'une année à compter du 1^{er} janvier 2026 sous réserve de sa signature par les deux parties avant cette date.

À défaut, ses dispositions prendront effet à compter de sa signature par les parties, à la date la plus tardive.

Elle s'achèvera le jour où chacune des parties aura exécuté l'ensemble de ses obligations.

À ce titre, l'association devra avoir présenté l'ensemble des justificatifs pour la subvention au plus tard 6 mois après la date de réalisation du projet.

À défaut, la résiliation pourra être prononcée dans les conditions prévues à l'article 11.

ARTICLE 4 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 – Conditions de détermination de la contribution financière

4.1.1 Pour l'année 2026 la Ville de Bron contribue financièrement au fonctionnement de Sport dans la Ville pour un montant maximal de **35 390 €**, pour la réalisation de son projet.

4.1.2 L'association Sport dans la ville veillera à assurer une cohérence entre son niveau d'activité et le niveau de la participation financière apportée par la Ville. Toute modification constatée à la baisse dans l'exécution de son activité entraînera, de droit, un ajustement correspondant de la participation financière. À ce titre, la subvention versée qui n'aurait pas été affectée à sa destination devra faire l'objet d'un remboursement total ou partiel à la Ville.

Par ailleurs, pour la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 2.

L'association notifie ces modifications à la Ville de Bron par écrit dès qu'elle peut les évaluer.

En revanche, le dépassement du montant total des dépenses de l'association au titre du programme restera à sa charge.

4.1.3 Dans l'hypothèse où le résultat de l'exercice comptable est excédentaire, il devra demeurer raisonnable et sera constaté dans le compte-rendu financier et dans les comptes annuels de l'association prévus à l'article 4.3.1.

4.2 - Modalités de versement de la contribution financière

4.2.1 - La subvention est versée :

- En trois acomptes d'un montant égal : un en janvier à la signature de la présente convention, un en avril, et un en juillet. Chaque acompte correspond à 25 % du montant de la subvention. Le montant des acomptes sera arrondi à la centaine d'euros inférieure. Les reliquats d'arrondis seront versés avec le solde de la subvention.
- Le versement du solde annuel, à partir d'octobre, après réception des pièces administratives et, le cas échéant, des bilans d'actions.

4.2.2 - Modalités de versement spécifique aux subventions d'investissement

La Ville de Bron verse les subventions d'investissement sur présentation des justificatifs de paiements effectués par l'association pour la réalisation de l'investissement prévu (factures acquittées).

Le montant de la subvention versée correspond au montant effectivement payé par l'association, sans dépasser le plafond d'attribution. Si l'association récupère la TVA sur ses activités, le montant de la subvention versée est basé sur le montant HT.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

La contribution financière est créditée au compte de Sport dans la Ville selon les procédures comptables en vigueur.

4.3 – Engagements de l'association

4.3.1 L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Les comptes annuels de l'association et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Les rapports d'activité et financier validés à l'assemblée générale de clôture d'exercice.
- Si le projet ou l'activité subventionnée ne constitue pas l'unique activité de l'association, le compte rendu financier propre au projet ou à l'activité, établit conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).

4.3.2 L'Association informe sans délai la Ville de Bron de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

4.3.3 L'Association s'engage à mobiliser les financements disponibles auprès des autres financeurs potentiels de son projet (Région, État, CAF, fondations, mécènes, etc.).

4.4 - Caducité de la subvention

La subvention accordée sera caduque dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée :

- La demande de paiement du solde, accompagnée des pièces justificatives mentionnées à l'article 4.3, de l'action sont à déposer dans ce délai.
- En cas de demande du solde hors de ce délai, la Ville de Bron se réserve le droit de demander la restitution de l'intégralité de la subvention accordée (y compris les acomptes versés).

Sur demande justifiée de l'association, un délai complémentaire peut être accordé pour le dépôt des pièces nécessaires à la demande de paiement du solde.

4.5 Sanctions

4.5.1 Tout refus de communication des comptes et/ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 4.3 entraîne la suppression de la subvention en application conformément à la réglementation en vigueur.

4.5.2 La Ville de Bron informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – CONTRIBUTION EN NATURE

5.1 La Ville de Bron contribue au projet de Sport dans la Ville par :

- La mise à disposition permanente de deux terrains de sport : le terrain But en or à Terraillon (avenue Pierre Brossolette, résidence des sapins), et le terrain But en or à Parilly (avenue Édouard Herriot). Une convention d'occupation spécifique est conclue pour ces terrains.
- La mise à disposition régulière, selon les conditions prévues par la Ville de Bron et les disponibilités, d'équipements sportifs et de salles associatives.
- La ville de Bron, sur la base des demandes des différentes associations, établira les plannings d'occupation des locaux. Elle informera l'association des mises à disposition régulières qui lui sont accordées.

- La mise disposition ponctuelle, selon les besoins exprimés par l'association de Bron, d'équipements sportifs, de salles associatives et de moyens matériels ponctuels.

5.2 Ces contributions en nature sont évaluées par la Ville de Bron au terme de chaque année civile afin de permettre à l'association de l'intégrer à sa comptabilité conformément à la réglementation.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Ville de Bron sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de la Ville de Bron sur tous les supports et documents produits dans le cadre du projet.

ARTICLE 8 – ÉVALUATION

8.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

8.2 La Ville de Bron se réserve le droit de procéder à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association, de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 9 - CONTRÔLE DE LA VILLE DE BRON

9.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville de Bron ou par toute personne ou organismes dûment mandatés par elle pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par le bénéficiaire et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville.

À cet effet, le bénéficiaire s'engage à répondre à toute sollicitation de la Ville et/ou de ses représentants relative à l'exécution de la convention et au respect de ses engagements. L'association s'engage ainsi à :

- faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle ;
- répondre à toute sollicitation de la Ville relative à l'exécution de la convention et au respect de ses engagements.

9.2 La Ville de Bron contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 10 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville de Bron et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION ET DÉNONCIATION

En cas de non-respect de l'un de ses engagements contractuels par l'association de la subvention, la Ville se réserve le droit de mettre fin à la convention, unilatéralement et à tout moment, selon la procédure suivante :

- Une mise en demeure sera envoyée à l'association par lettre recommandée avec avis de réception l'invitant à prendre les mesures appropriées dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier ;
- En l'absence de mesures appropriées, la résiliation sera notifiée pour effet immédiat à l'organisme ;

Le manquement de l'association à ses engagements contractuels et l'absence de réponses aux sollicitations de la Ville pourront avoir également pour effet :

- L'interruption de l'aide financière ;
- La demande de reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

En outre, la Ville fera application des procédures de contrôle et de vérifications liées aux obligations de l'association liées à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et ses décrets d'application.

La Ville se réserve le droit d'appliquer les dispositions légales et réglementaires tels que fixés par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et ses décrets d'application, en cas de non-respect des obligations de l'association du principe républicains.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉS

12.1 - Assurances :

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de telle sorte que la ville et ses assureurs ne puissent être en aucune façon recherchés en responsabilité.

12.2 - Impôts et taxes :

L'association prend l'engagement de se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. En outre, elle s'engage à assurer ses obligations légales, fiscales et sociales, de telle sorte que la ville ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

12.3 - Archivage et durée de conservation des documents :

L'association s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique le dossier technique, financier et administratif de l'opération pendant une période de dix ans à compter de la date d'attribution de la subvention. A défaut elle s'expose au risque de devoir restituer la subvention perçue.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTIONS DE JURIDICTION

En cas de différend qui viendrait à se produire entre les parties à la présente convention de quelque nature que ce soit, les parties s'efforceront de trouver une issue amiable à celui-ci.

A défaut de règlement amiable, la résolution du litige sera portée devant le Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 14 – LUTTE ANTIFRAUDE

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne et s'appliquent aux parties.

14.1 - Conflit d'intérêts :

Il y a conflit d'intérêts lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise par un motif familial, affectif, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

14.2 - Fraude :

Est considérée comme une fraude, dans le respect des dépenses, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- L'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- La non-divulcation d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- au détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour laquelle ils ont été initialement accordés.

14.3 - Corruption :

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages.

ARTICLE 15 – REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

Conformément à l'article L 1611-4 du CGCT, sauf autorisation expresse de la Ville, l'association n'est pas autorisée à reverser tout ou partie de la subvention attribuée.

ARTICLE 16 - ANNEXES

Les documents communiqués en annexe et identifiés comme tel sont réputés faire partie intégrante de la présente convention.

BRON, le

Pour l'Association, Le Président, Nicolas ESCHERMANN	Pour la Ville de Bron, Le Maire, Jérémie BRÉAUD
--	---

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ASSOCIATION SPORT DANS LA VILLE DE L'ANNEE 2026

Charges	Prévisionnel	Réalisé	Produits	Prévisionnel	Réalisé
60-Achats	11 000		70-Ventes et prestations		
Prestations de services			74-Subventions d'exploitation	405 950	
Matières et fournitures	4 800		<u>Etat :</u>		
Fournitures	6 200		ANCT	5 000	
61-Services extérieurs	21 800				
Locations	3 500		<u>Région(s) :</u>		
Entretien	12 200				
Assurances	6 000		<u>Département(s) :</u>		
Documentation	100				
62-Autres services extérieurs	91 400		<u>Intercommunalité(s) EPCI</u>		
Honoraires	45 700				
Publicité	4 800		<u>Commune(s) :</u>		
Déplacements, missions	36 000		Mairie de Bron	40 000	
Services bancaires, autres	4 900				
63-Impôts et taxes	28 650		<u>Organismes sociaux</u>		
Impôts et taxes sur rémunération	24 500				
Autres impôts et taxes	4 150		<u>Fonds Européens</u>		
64-Charges de personnel	250 100				
Rémunération des personnels	177 500		<u>L'agence de services et de paiement</u>		
Charges sociales	70 900		<u>Autres établissements publics</u>		
Autres charges sociales	1 700		<u>Aides privées</u>	360 950	
65-Autres charges de gestion	900				
66-Charges financières			75-Autres produits de gestion		
67-Charges exceptionnelles	2 100		Dont cotisations, dons...		
68-Dotations amortissements			76-Produits financiers		
			77-Produits exceptionnels		
			78-Reprises sur amortissements		
TOTAL DES CHARGES	405 950		TOTAL DES PRODUITS	405 950	
86-Emplois des contributions			87-Contributions volontaires		
Secours en nature			Bénévolat :		
Mise à disposition			Prestations en nature :		
Personnel bénévole			Dons en nature :		
TOTAL	405 950		TOTAL	405 950	

La subvention de 35 390 € représente 8,81 % du total des produits